

Lumière et mon SALUT

Decentralization: when will the full transfer of powers and resources to the decentralized territorial communities take place?

1- ÉDITORIAL

Le partage du gâteau national: une responsabilité honorable et très délicate en même temps **Page 3**

2- FAITH

Conversion of sinners: a divine grace offered to the free will of Men **Page 4**

3- HISTOIRE

Crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest Cameroun : quand le désir d'autonomisation menace l'unité nationale **Page 5**

4- DEVELOPMENT

Decentralization: when will the full transfer of powers and resources to the decentralized territorial communities take place? **Pages 6-7**

5- SANTÉ

Pourquoi est-ce qu'il faut éviter de se faire avorter ? **Page 8**

6- DEVOTION

The reward for an existence at odds with the moral norm **Page 9**

Le partage du gâteau national: une responsabilité honorable et très délicate en même temps

Le bon sens voudrait que les préoccupations d'un peuple soient aussi celles de celui qui se trouve à sa tête parce qu'aucun souverain ne prend plaisir à regarder son peuple souffrir. Mais peut-il résoudre tous les problèmes soulevés par ses populations ? Son pouvoir ne se limite-t-il pas à une satisfaction partielle qui nécessite la mise en œuvre de mesures supplémentaires visant à faciliter ou permettre un développement participatif ?

Comment arriver à satisfaire une demande supérieure à l'offre ? Le cerveau d'un souverain fonctionne au rythme de celui des Hommes d'affaires et des géostratèges. Les autres compétences ne sont pas en reste ; pour essayer de répondre favorablement aux multiples sollicitations, le souverain se doit de parcourir au quotidien au moins toutes les formes de spécialisations.

L'équité dans le partage

Tout le monde veut sa part et personne ne doit se sentir l'aisé ou marginalisé. Comment arrivé à faire preuve d'équité quand la quantité du gâteau à partager est inférieure à la demande ? Faudrait-il donner à chacun une toute petite portion ? Quel est même l'effectif de la population ? Est-ce que cette population mérite d'avoir une portion supérieure à cette autre population ? Est-ce que l'autre population ne va-t-elle pas se sentir l'aisée ? Quoiqu'il en soit, il faut procéder à un partage et le justifier. Une autre difficulté majeure dans un contexte où rien n'échappe à l'attention d'une opposition toujours à l'affût des moindres



signes de malversations, et d'une presse toujours prête à rendre compte de la réalité malgré le fait que la portion dérisoire qui lui est réservée l'expose aux chantages et séductions des apôtres des contre-vérités qui l'oblige parfois à prendre position où elle est sensée rester neutre. Le cerveau du souverain travaille à la manière d'un chemineau. Toujours en train de se demander s'il n'est pas préférable de laisser d'abord ces populations ici puisqu'elles n'ont pas d'autre endroit où aller. Une solution satisfaisante qui peut plus tard être la raison d'une rupture ou d'une hostilité surtout quand arrive le moment de la réappropriation pour une cause quelquefois indécise.

Les partenariats

Le souverain est toujours à la recherche des partenariats. Il est toujours prêt à recevoir tous ceux qui sont prêts à faire affaire avec lui. Il accueille tout le monde et n'exclut personne. Il n'a pas de partenaire favori. Tous les partenaires sont ses favoris. Il multiplie les partenariats pour ne pas dépendre uniquement d'un seul et ne pas montrer ouvertement ses préférences. Dans un contexte géopolitique agité en permanence, il faut savoir prévenir ou éviter par avance les incidents malheureux et les malentendus désastreux. Il faut être un

fin diplomate épris de paix, un politicien avisé et très bon négociateur. Le partenaire est sacré. Il faut tout faire pour ne pas le froisser malgré le fait que certaines de ses attitudes laissent à désirer. La préservation des intérêts égoïstes passent avant toute chose hormis la souveraineté du Territoire.

Les questions tribales et religieuses

Pour le bien être de son royaume et en tenant compte des diversités ethniques et religieuses, le souverain se présente comme un membre à part entière de chaque tribu et religion, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de dérapages ou de troubles à l'ordre public. Le royaume passe avant tout ; la moindre tendance à vouloir prioriser une région, un département ou un arrondissement en particulier serait considérée pour ceux qui sont encore au niveau de la cohabitation et non pas de l'intégration, comme une preuve de favoritisme. Le souverain doit donc faire preuve de beaucoup de délicatesse en adoptant un discours rassembleur ou fédérateur. En condamnant les attitudes xénophobes, tribalistes et autres formes de discriminations même à l'égard de ceux qui ont fait le choix d'adopter des relations et/ou pratiques incompatibles avec les réalités culturelles de son contexte. Le partage du gâteau national est une activité complexe qui demande de la prudence, de la sincérité, de la transparence, de la générosité et beaucoup d'humilité dans la gestion de la chose publique pour le bien du peuple et la stabilité de tout un royaume qui dépend majoritairement des choix et actes posés par son souverain.

Conversion of sinners: a divine grace offered to the free will of Men

During an evangelization campaign, a Christian told one of her interlocutors that it is not only to Men and even less to her that the power of persuasion belongs but rather to the Holy Spirit of God who is in her.

His interlocutor asked him: how is it that you are doing a work of evangelization work which is also a call to conversion and you say that it is not you who is acting? She answered him by saying: it is me and the Holy Spirit in me. So it's you anyway? Asked his interlocutor! I cannot act by myself she replied! The servant acts in the name of a master who gives the grace of conversion to whomever He wishes. While it is true that I act in the name of God, it is not I who lead the person to change or to respond favourably to the call addressed to him.

The different terrains and the acceptance of the word of God

Whether Christian, Muslim, Jew and others, the child of God is called to proclaim God's salvation in a well-disposed, ill-disposed, refractory, unbelieving and sadistic world. Not everyone receives the word of God in the same way. There are some who convert immediately after hearing it while others prefer to put off their conversion or simply refuse to be persuaded. But what message is it and for what purpose? It is not necessarily for a Christian to try to convert non-Christians and vice versa. It is a question of preaching by acts which truly reflect the goodness and the omnipotence of the one whom we have chosen to serve, not necessarily so that the other embraces the same religious obedience as us, but so that our way of life be a daily sign of God's love in the world. He who has a good seed of love in him is called to work so that this seed bears more fruit in his environment. The conversion of sinners interests a child of God in particular and every citizen in general because one has lived an experience of love that he wants to share with others so that they may be in communion with him, and the other because he must contribute to social cohesion and peace in the world and his country in particular. Even if the world does not always receive favourably what we want to share with it, this should not prevent us from continuing to do what we have to do with the help of the Holy Spirit.



Source: aleteia

The Role of the Child of God and of the Holy Spirit in Proclaiming God's Salvation

How is it that despite the fact that the word of God is proclaimed in the world, men continue to show cruelty? Why don't men want to break with these habits that sow chaos in the world after multiple calls for change? Why do men refuse to be persuaded? Can Men change the world on His own?

It turns out that to proclaim the gospel of salvation or the word of God to the world requires humility. I do my part with the help of the Spirit of God and let him continue his work. Men cannot do His part and that of the Holy Spirit at the same time. Men cannot change the world by Himself. It can only contribute to change it. To pray for peace in the world for instance, is to contribute to the advent of a climate of peace that God is the only one capable of granting at the time He has deemed appropriate. This pre-eminence of the holy will of God in no way detracts from the importance of the contribution of Men. To help and save Men in the world, God need His daily efforts. To believe in God is to put oneself at the service of a God who pursues the same objective as us. The good seed prepares the ground by the strength of the Holy Spirit of the Lord so that this same Spirit continues the work He has begun through his servant who cannot afford to perform an act to which he is not supposed to without the prior consent of the one in whom he believes. if Men indeed always tends to want to impose His will in the name of His free will, God always reminds Him of the limits that the exercise of this freedom should not cross not to glorify Himself but to give all the glory to the one in whom He believes, through all what that person in whom He trust allows Him to do every day.

Crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest Cameroun : quand le désir d'autonomisation menace l'unité nationale

Entre Octobre et Novembre 2016, les camerounais ont été témoins de l'origine d'un conflit armé qui fera désormais partie de leur histoire. En effet, un ensemble d'hommes de droit à qui s'est solidarisé plus tard un ensemble d'enseignants et étudiants d'expression anglaise, ont manifesté leurs mécontentements par une succession de mouvements de grève qui ont permis l'amélioration d'un système judiciaire et éducatif qui leur était défavorables.

Ces revendications légitimes ont malheureusement été le point de départ d'une crise latente qui a causé à ce jour, des pertes en vies humaines et matérielles considérables.



Les origines lointaines d'un conflit

Après la deuxième guerre mondiale, le Territoire qui était sous protectorat Allemand (1884-1922) et sous mandat de la société des nations (SDN [1922-1946]), est par la suite passé de 1946 à 1960 sous tutelle de l'organisation des nations unies (ONU) confié à deux alliées qui se partagèrent le Territoire en deux à savoir : la France le Cameroun oriental et les britanniques le Cameroun occidental qui était le prolongement Sud de l'autre partie Nord du Territoire britannique qui se trouvait au Nigéria . Le 1^{ER} Janvier 1960, le Cameroun français devient indépendant sous le nom de république du Cameroun. Le désir de la Grande Bretagne et l'ONU de réunifier les deux Cameroun débouche en 1961 par l'organisation d'un referendum au sein du Cameroun occidental à l'issue duquel la partie Nord de ce Territoire Britannique fait le choix de se rallier au Nigeria voisin tandis que la partie Sud choisie le ralliement à la nouvelle république du Cameroun pour former la république fédérale du Cameroun le 1^{er} Octobre 1961 : le pays est alors sous un régime fédéraliste c'est-à-dire, la division d'un Etat en plusieurs états fédérés autonome qui participent à l'exercice du pouvoir tout en ayant à leur tête un même dirigeant. Ce mode de gouvernance était-il mauvais ? Nous n'en savons rien. Ce que nous savons par contre, c'est que le dirigeant de l'époque à savoir le président Ahmadou Ahidjo a estimé qu'il serait mieux de retourner à un système unitaire

centralisé c'est-à-dire, un modèle de gouvernance où il y a un seul Territoire ayant à sa tête un président tout-puissant. Pour y arriver, il opta pour la voie du referendum pour que son projet ne soit pas perçu comme une imposition car il savait très bien que ce projet allait à l'encontre de la clause de Foumban (1961) qui proscrivait toute proposition de révision de la constitution fédérale et conditionnait cette même proposition à un vote de l'ensemble des membres de l'assemblée fédérale. S'il faut reconnaître qu'il y a effectivement eu violation des textes, il faut tout aussi reconnaître que c'était le début d'un long combat en faveur de l'Etat unitaire. Après le referendum qui a entraîné la réforme constitutionnelle du 2 Juin 1972, la république fédérale du Cameroun devient république unie du Cameroun. Et puisque le successeur du premier président à savoir le président Paul Biya était en faveur du même projet que son prédécesseur, il améliora cette œuvre à travers la révision constitutionnelle de 1984. La république unie du Cameroun devient république du Cameroun. Deux autres révisions constitutionnelles viendront peaufiner ce système centralisé à savoir celle de 1996 et celle de 2008.

Est-ce que tant qu'un pro-fédéralisme ne prendra pas le pouvoir le changement de la forme de l'Etat sera possible ? L'accélération du transfert des compétences et des ressources aux communautés territoriales décentralisée peut-elle permettre de répondre aux préoccupations des deux régions en crise ? Le plus grand défi de l'Etat unitaire ne serait-il pas au-delà de la joie de vivre ensemble la capacité à mettre un terme à un conflit qui menace ou fragilise la paix du Territoire ?

Decentralization: when will the full transfer of powers and resources to the decentralized territorial communities take place?

The existence of texts governing decentralization in Cameroon is proof that the State is aware of the fact that its emergence will largely depend on progress in its decentralization process.

This is the reason why the 1972 constitution already recognized the municipalities as autonomous institutions on the legal, administrative and financial level. This surge of generosity will be reflected more 24 years later by the constitutional revision of 1996 which created another category of decentralized local authorities: the region.

The promulgation of texts and their applicability

In Cameroon, as to paraphrase some, it is not the texts that are lacking but their lack of implementation or the slowness of the procedures. By making a comparison between the number of texts voted and promulgated, and the number of texts concretely applied on the ground, we will realize that the applicability of a text is conditioned by several factors which obey a calendar and a hierarchy of priorities defined by the Head of State himself. Indeed, the 1996 constitutional revision created the region, but it was later in 2008 that the province was really replaced by the region after a presidential decree. It should also be noted that from 2004 to 2009, without however forgetting later in 2019, the law relating to the general code of decentralized territorial communities, several texts deliberated and adopted by the National Assembly and promulgated by the President of the Republic give more clarifications to this new form of participatory and administrative governance. These include the law on the orientation of decentralization, the law relating to the procedures for the election of senators and that relating to the mode of election of regional councillors. It took 15 years, from 2004 to 2019 to give more details. 7-year intervals from the law establishing the method of electing senators in 2006 for the organization of the first senatorial elections; 15-year intervals from 2006 with the law setting the mode of election of regional councillors to have the first regional councillors; 17 years apart from the constitutional reform of 1996 which really institutionalized decentralization in Cameroon for the first senatorial elections and 25 years later from this same reform for the election of the first regional councillors.

Decentralized Territorial Collectivities and public policies



In 2009, a presidential decree setting the general allocation for decentralization provided 3 billion for the operation of each region. If this allocation has been multiplied almost by five in the space of 10 years, going from 10 to 49 billion according to a 2019 report, it is just limited to the resolution of problems deemed priorities by the State while waiting to see in what measures brought solutions to the problems of other populations, particularly rural ones, who are languishing among others in the lack of water, electricity and quality roads after several years. Although the efforts of the State to improve the envelope allocated to its local development partners is not negligible, it is still very insufficient.

Many schoolchildren are still receiving lessons under the stars; that is to say, on spaces that are not sheltered from the weather. Public establishments are poorly maintained. The staff are insufficient and sometimes absent due to the distance, the poor state of the roads, the derisory salaries, a dubious vocation and the poor quality or almost non-existence of the work equipment.

Urban populations are more advantaged than those in rural areas. With regard to the sports infrastructures, if their gestation in several regions is commendable, it is however necessary to specify a lack of attractiveness and a disinterestedness of the populations who go there only during a major sporting event or when an elite of the region guaranteed to them free seats. The populations have lost the culture of a dynamic of development which would like the development of sport to go through personal planning to fill stadiums permanently. The precariousness of existence and the decay of sports infrastructure after 1972 until the



early 2000s with new sports infrastructure construction projects have reduced the desire of Cameroonians to go to stadiums. They only go there massively when there is a major event sometimes conditioned by a political mobilization which is not bad in itself, but which should also help the populations to reclaim this habit of yesteryear, namely: to stimulate national development through a personal contribution resulting from local employment thanks to a transfer of resources and skills.

The management of educational and sports health infrastructures by the municipalities

Asking for a transfer of skills and resources means asking for autonomy in the management of the resources and goods transferred under the control of the national decentralization council and the interministerial committee of local services as defined by the law on the control of the institutions provided by the regulations in force in the operation of decentralized territorial communities, and not empowerment in the sense of a break with the central power. They remain institutions at the service of the republic and therefore must be equipped with everything necessary to achieve their objectives, namely the improvement of the living conditions of the populations. If the decentralized local authorities need the help of the State to be more effective, the State needs them even more to develop more in all areas; hence the need to transfer resources to enable municipalities to take charge of other priorities, particularly in terms of health, education and sports, while also establishing partnerships with the outside world. Wouldn't it be better to transfer the management of all the infrastructures to the municipalities? As key partners in the integral development of a Territory, the decentralized territorial communities and in particular the rural communes have a greater need for the means necessary to stimulate local development and contribute to the development of the Territory. A transfer of skills that is not accompanied by a transfer of resources is incomplete. In Cameroon all projects are important. The priority given to some is a political will that is part of the

dynamics of a slow and effective process that cannot solve all the problems all at once. The municipalities are waiting for their budget to be increased in order to be able to fully play their role, but the State is not yet ready to grant them these favours immediately. Meanwhile some teachers continue to teach in the open air. The lack of electrification makes learning even more painful. Those who do not have quality health infrastructure are forced to travel long distances sometimes at the risk of their lives. The lack of water facilitates the proliferation of pathogenic agents. Some officials refuse to go to remote places because they have no interest in going there; some don't even have a salary.



If it was the municipalities that made their own recruitments and established the employment contracts themselves, the problem of remuneration would be settled. Why not build school, health and educational infrastructures and entrust them to the municipalities. When a decentralized local authority manages its own infrastructure and resources, the optimization of development is higher. Any development that starts from the bottom and has everything necessary will always be very effective despite the fact that there will always be deplorable attitudes inherent in a problem of mentalities that will always have to be corrected. Even if the effectiveness of the decentralization in Cameroon is doubtful, the political will displayed for several years by certain concrete acts which far from responding to all the aspirations of the populations allow at least to understand that a serious process in a context plagued by multiple embezzlement will gradually meet all expectations over time. Populations must therefore continue to be patient. Despite the fact that the end of the ordeal of some of them is not for now, they must show resilience in a Territory whose progressive process of decentralization is advancing slowly, aware of the main concerns of the populations namely to allow decentralised territorial collectivities and council in particular to better stimulate the development of the whole Territory from local development to no longer depend mainly on the central power.

Pourquoi est-ce qu'il faut éviter de se faire avorter ?

Le droit ou non de faire ce qu'on veut de son corps est un débat qui échauffe les esprits et crée des dissensions. En effet, si pour certains, l'Homme et la femme en particulier est libre d'interrompre une grossesse parce que c'est son corps, d'autres par contre considère l'avortement comme un crime.

Au Cameroun les auteurs d'avortements en cours des sanctions pénales allant de 15 jours à 5 ans d'emprisonnements selon les cas. A ceci il faudrait également ajouter des amendes allant de 5000F CFA à 2 000 000F CFA. Toutefois, loi N° 2016 / 007 du code pénal dans son article 339 prévoit des cas d'exception où l'avortement ne constituerait pas une infraction. Il s'agit notamment des cas où la vie de la mère est en danger, et les cas de viol, incestueux y compris.

L'irresponsabilité et le manque de maturité

Ceux qui font le choix d'interrompre généralement une grossesse au Cameroun appartiennent majoritairement à une population jeune. L'irresponsabilité tout comme le manque de maturité est l'une des principales raisons qui motivent ces actes répréhensibles généralement pratiqués à l'abri d'un obscurantisme qui laisse même indifférents ceux que nous préférons appelé : les enfants de Dieu d'un soir. Le rôle des pouvoirs publics et de la société civile est donc primordial. En effet, si l'Etat prévoit des sanctions pénales et pécuniaires, c'est en vue de dissuader ces auteurs de persévérer dans cette voie. Il (l'Etat)



doit donc toujours être suivi dans sa démarche par la société civile, les parents et autres éducateurs ou particuliers car être parent ou éducateur c'est aider aussi les plus jeunes à endurer ou traversé positivement les épreuves de la vie malgré le fait que la conséquence de leur choix soit détestable. Malheureusement, certains parents ou éducateurs font tout aussi preuve d'une irresponsabilité et d'un manque de maturité criarde. Ils connaissent toujours au moins un infirmier ou un médecin qui pratique des avortements en catimini. Un choix a toujours ses conséquences positives ou négatives. Vue la sacralité de la vie et l'impossibilité pour un être humain de procurer le souffla de vie, celui ou celle qui ne se sent pas prêt à prendre soin d'un enfant devrait demander une assistance ou confié cette responsabilité à une ou plusieurs personnes plus à même de répondre à cette exigence.

Les conséquences d'un possible droit à l'avortement au Cameroun et en Afrique

Dans les pays à démocratie avancée, des femmes ont pris pour habitude de manifester en faveur du droit à l'avortement sans limites ou restrictions parce que disent-elles, leur corps leurs appartiennent et par conséquent elles doivent avoir le droit d'en disposer comme elles veulent. Cette raison sommaire qui revêt une multitude de raisons légitimes ne devrait pas être abordé à la légère mais être comprise dans un contexte qui a ses propres réalités qui ne doivent pas être copiées avec légèreté. Sauf pour des cas d'exception et strictement nécessaire, le droit à l'avortement ne doit pas être autorisé en Afrique et encore moins au Cameroun. Un droit à l'avortement sans restriction serait désastreux pour l'Afrique et le Cameroun en particulier. L'adoption d'un tel droit constituerait une raison supplémentaires pour s'adonner plus activement aux désordres sexuels. Les africains justifierait leur choix morbides par la précarité de leur vie ; le vagabondage sexuel se multiplierait de même que les actes incestueux, surtout dans un contexte où il est encore tabou d'en parler. La situation serait catastrophique. Les sociétés africaines doivent s'en tenir à une paternité responsable qui encourage la vie et le droit à la vie sauf dans les cas d'exception à savoir les cas de viol, incestueux et ceux où la préservation de la vie de la mère s'impose afin que le prétexte de la conjoncture économique ne soit pas brandit comme une raison valable pour s'adonner à toutes les formes de plaisirs inappropriés et mal ordonnés, source d'appauvrissement, de sous-développement et d'abrutissement.

The reward for an existence at odds with the moral norm



The border that exists between the permitted and the forbidden is known to all. This is the reason why while some act in the light, others prefer to act on the dark side despite the fact that they know that their act is morally unacceptable by the society in which they live.

The conscience of Men always gives warning signals. No one can justify their misconduct by going against their conscience. It is bad faith. A moribund attitude that sometimes hides the true motivations of a spirit full of mischief.

Moral conscience: an inner guide threatened by evil

If no human work is perfect, all the works of God are perfect. You can't create a person in your own image and not want them to be perfect. Men is perfectible because God wanted Him to tend to it through daily acts that truly glorify the name of God. Unfortunately instead of acting on the light side with the help of His conscience, Men prefer to act on the dark side because there would be more interests. An individual who knows that cheating is wrong but chooses to cheat anyway is aware of the fact that society has established laws that are binding on him. And why does he prefer to cheat or steal? Because he found a way to circumvent the norms either through personal expertise, or an obscure network known to all.

From a facade attitude to true devotion

It is too easy to condemn the bad acts of others when our own daily attitudes show that if we were in their place we would have done worse than them. Men always tend to point an accusing finger at others without taking care to

question their own existence. Why should I give more importance to the life of the other? The interest we have for others should lead us to take useful actions. We are interested in the scandalous facts of society for example, not to show off or show that we are a purist, but to contribute to the disenchantment of a society that wants to corrupt everyone. How can an educator give lessons in ethics when a good part of his audience knows that he belongs to a mafia network which militates in favour of the false? Yes for incarceration but no for incarcerations which do not produce any useful fruit for society in order to get out of an obscurantism which seems to prevail over light. The moral standard imposes itself on all those who are anxious to exercise common sense. It cannot be confused with evil. Even if men succeed in establishing as the norm that which has nothing to do with morals to the point of no longer being able to tell the difference between good and evil, those who are anxious to lead a life in conformity with the uprightness of their conscience will never allow themselves to be corrupted. But how to remain true in a false world? By simply doing what we have to do well, even if it means attracting the hatred of those who have agreed to be part of a bad system. Also knowing how to consider only what is necessary is important. I have to know what is good for me and for others. What is good for me and bad for others? The virtuous Men always takes care of His conduct. He is a light that must also impact the lives of others. He is not perfect but he strives to be true in everything he does and everything he says so that each of his actions are words that sincerely militate in favour of good. If I built my fortune at the expense of the lives of others, is it good? If I demand a percentage on what I'm supposed to do for free, is it right? If I limit myself to reading the Bible, the Koran and all the other holy books without practicing in my daily life, is it normal? Men is aware of sometimes being the cause of His own misfortune, but he behaves like a person who can do nothing to change it when He only lacks only a little the will and a little courage. He who is at peace with his conscience will produce good fruit useful for others. For the one who makes the choice to go against his conscience, the harmful consequences of his choices can become useful for him if he makes the choice to no longer act badly, and for others if they consider his experience as a scenario to be avoided in order to remain at peace with oneself and produce good fruits.

Edition: ma Lumière et mon Salut

Adresse électronique : malumiereetmonsalut@Gmail.com

Site internet : <http://www.malumiereetmonsalut1.e-monsite.com>

Chaîne youtube : médî / <https://www.youtube.com/channel/UCGYzIL1MApVn5zpQt9jVOMA>